

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

TIERS LIEUX ET AUTRES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
Annexe 1 : Fiches projets tiers-lieux	10
Annexe 2 : Convention type tiers-lieux	55
Annexe 3 : Règlement d'intervention Chèques	67
Annexe 4 : Fiche projet chèque	82

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport propose le soutien à différents projets qui s'inscrivent dans la préparation du Schéma Régional de Développement d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) de la période 2022-2028.

1. Soutien régional aux tiers-lieux

Dans le cadre de sa politique régionale de soutien à l'offre de tiers-lieux en Île-de-France, la Région a lancé un nouvel appel à projets « Aide à la création de tiers-lieux » visant à soutenir la création et le développement d'espaces de travail collaboratif et tiers-lieux, favoriser le télétravail, les échanges professionnels (dirigeants, créateurs d'entreprises, artisans ou travailleurs indépendants) et proposer des conditions de travail de qualité à proximité des domiciles des salariés. Le présent rapport propose donc l'attribution de 22 subventions régionales pour la création ou le développement de tiers-lieux, par l'affectation d'une autorisation de programme de **2 005 474 €** sur le budget 2023. Une partie des projets s'inscrit dans le cadre du CPER 2021-2027.

2. Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens

Le présent rapport propose de faire évoluer le règlement d'intervention relatif aux chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens. Il s'agit d'harmoniser les modalités de dépôt des chèques afin de sécuriser les achats des entreprises et d'augmenter le nombre de demandes reçues sur le chèque efficacité énergétique. Il est ainsi proposé que les demandeurs du chèque efficacité énergétique puissent, comme pour le chèque numérique, déposer une demande sur factures ou sur devis, leur permettant en cas de demande sur devis de recevoir un avis de notification avant d'engager leurs dépenses. Il est également proposé d'assouplir les critères techniques des dépenses éligibles.

Lancé le 1^{er} décembre 2022, le chèque efficacité énergétique a été attribué à 203 entreprises pour un montant de 945 750 €.

Le présent rapport propose également d'attribuer une subvention de **10 000 €** à la commune de Dammartin-en-Goële (77) au titre du volet 2 du chèque numérique pour un commerce connecté sur le budget 2023. Depuis le lancement du volet 2 du chèque numérique, la Région a soutenu 73 communes ou groupements de communes.

3. Audit des coûts Entrepreneur #Leader

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique Entrepreneur #Leader, la Région prévoit d'engager avec ses partenaires des travaux sur l'optimisation de l'offre de services aux créateurs/repreneurs. Pour ce faire, une affectation de **70 000 €** est proposée afin d'objectiver les coûts de fonctionnement du dispositif.

4. Soutien à Choose Paris Region

Il est proposé de verser le solde annuel de la subvention régionale à Choose Paris Region, l'agence de promotion et d'attractivité internationale de la région Île-de-France, soit **3 660 000 €** d'autorisation d'engagement sur le budget 2023.


Le document « Budget et Plan d'actions 2023 », ainsi que le reporting 2022 de Choose Paris Region sont consultables au secrétariat général du conseil régional.

5. Participation au CES 2024

Par délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022, le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation d'Île-de-France (SRDEII) 2022-2028 prévoit le renforcement de la présence de l'Île-de-France et des entreprises franciliennes sur les grands salons internationaux. L'édition 2024 du salon professionnel du Consumer Electronics Show (CES) à Las Vegas est un événement de référence et concentre les enjeux multiples d'exportation, d'attractivité et de visibilité pour l'innovation en Île-de-France. La participation régionale sur le Pavillon French Tech permettra à une quinzaine de startups franciliennes d'y participer et d'être exposées. Le présent rapport propose l'affectation d'une autorisation d'engagement de **80 000 €** dans le cadre de la participation régionale au CES 2024.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

TIERS LIEUX ET AUTRES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce ;

VU la délibération n° CR 2019-043 modifiée du 19 septembre 2019 relative au chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens « pour un commerce connecté » ;

VU la délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020 relative à Paris Région Up : Aides Pm'up, Tp'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes, 3ème rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-487 du 18 novembre 2020 relative au soutien aux tiers-lieux, chèque numérique et autres politiques d'attractivité et de compétitivité ;

VU la délibération n° CP 2021-033 du 21 janvier 2021 relative à l'aménagement numérique, chèques numériques et autres affaires économiques ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 : « Agir pour notre environnement » ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2022-001 du 28 janvier 2022 relative à l'identification des zones de reconquête économique ;

VU la délibération n° CP 2022-111 du 23 mars 2022 relative aux filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative à mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation d'Île-de-France (SRDEII) 2022-2028 ;

VU la délibération n° CP 2022-303 du 7 juillet 2022 adoptant la convention d'objectifs et de moyens de Choose Paris Region pour la période mi-2022 - 2025 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-040 du 25 janvier 2023 relative à l'attractivité et l'aménagement ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-246 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien régional aux tiers-lieux

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'émergence et au développement des lieux d'innovation », au financement des 22 projets de tiers-lieux détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 005 474 €**.

Approuve une nouvelle convention-type jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions visées à l'alinéa premier à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 651 691 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400102 « Espaces de travail collaboratifs » du budget 2023.

Affecte une autorisation de programme de **353 783 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme RE57-001 « Aide au développement du territoire numérique »,

action 557001043 « Tiers-lieux » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 3 « Aménagement durable et cohésion des territoires », Sous-volet 34 « Numérique », Projet 3402 « Aide à la création de tiers-lieux ».

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Adoption du nouveau règlement d'intervention « Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens »

Adopte le nouveau règlement d'intervention relatif aux « Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens » joint en annexe 3 à la présente délibération.

Article 3 : Attribution d'une subvention au titre du volet 2 du chèque en faveur de la transition numérique

Décide de participer, au titre du volet 2 du Chèque numérique pour un commerce connecté, au financement du projet détaillé en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant global de 10 000 € d'autorisation d'engagement à la commune de Dammartin-en-Goële (77).

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle-type adopté par délibération n° CP 2022-111 du 23 mars 2022 modifiée par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **10 000 €**, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300302 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 4 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Audit des coûts Entrepreneur #Leader

Affecte une autorisation d'engagement de **70 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises », du budget 2023.

Article 5 : Versement du solde de la subvention à Choose Paris Region

Décide de verser à Choose Paris Region, le solde de la subvention globale de fonctionnement pour 2023 soit 3 660 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **3 660 000 €** prélevée sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 62 « Structure d'animation et de développement économique », programme HP 62-001 « Choose Paris Region », action 16200102 « Choose Paris Region », du budget 2023.

Article 6 : Participation au CES 2024

Décide de participer au CES de Las Vegas 2024.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises », du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets tiers-lieux

DOSSIER N° EX074302 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - LES PETITS POTES INVEST

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	185 009,00 € HT	54,05 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS POTES INVEST
Adresse administrative : 27 B RUE DES FRERES LEIRIS
78510 TRIEL SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Maxime DEFFAINS, Représentant légal

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Vaux-sur-Seine (78), en ZRE.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 180m². Il sera équipé de 16 postes de travail, partagés en 1 salle de réunion, 1 openspace, 6 bureaux individuels. Une crèche occupera le RDC.

Bénéficiaires : Entrepreneurs et indépendants, créateurs d'entreprises, télétravailleurs et étudiants.

Le projet : Implanté dans une zone dépourvue en tiers-lieux, le projet répond à une demande d'espaces de travail partagés sur le territoire. Il permettra aux usagers concernés un accès privilégié à la crèche qui se trouvera dans le même bâtiment. Les porteurs de projet s'engagent à animer le lieu notamment par un club d'entreprises, et à se rapprocher de l'écosystème des tiers-lieux en Île de France et des acteurs locaux.

Gouvernance : Le lieu sera animé par l'un des fondateurs. Le projet est suivi par la communauté urbaine GPSEO.


Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 185 009€HT correspondant aux espaces dédiés au coworking, la subvention régionale s'élève à 100 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 54,05%.

Localisation géographique :

 VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	131 509,00	19,57%
Mobilier et équipements	50 000,00	7,44%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	3 500,00	0,52%
Autres dépenses non éligibles à la subvention régionale (travaux de gros oeuvre, bureau de contrôle)	486 921,00	72,47%
Total	671 930,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	14,88%
Fonds propres	75 000,00	11,16%
Prêt d'honneur (sollicité)	24 000,00	3,57%
Emprunt bancaire (attribué)	472 930,00	70,38%
Total	671 930,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074305 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - LA CHOUETTE AU LOING

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	386 000,00 € HT	25,91 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CHOUETTE AU LOING
Adresse administrative : 7 R DE L EGLISE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CAROLINE DOAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation: Moret-sur-Loing (77), en zone rurale.

Surface, occupation de l'espace: Le tiers-lieu occupera une surface de 160m². Il sera équipé de 20 postes de travail, séparés en 1 espace de coworking (RDC), 1 atelier d'art (1er étage), 1 atelier culinaire (2ème étage), et une salle de cinéma/scène de théâtre (3ème étage).

Bénéficiaires: Clientèle locale (alentours et IDF), clientèle étrangère, les professionnels (artistes, artisans, télétravailleurs, entrepreneurs, associations? écoles et collectivités locales).

Le projet: La Chouette au Loing sera un espace où l'univers du travail rencontre d'autres univers créatifs, sociaux, culturels pour répondre à un besoin du territoire, en activant les ressources locales. Les espaces étant modulables, ils permettent l'émergence de nouveaux projets créatifs collectifs et entrepreneuriaux, à travers le coworking, les ateliers partagés, le FoodLab et les équipements mutualisés. La porteuse de projet implantera également dans ce lieu son agence de voyage, et un gîte dans un bâtiment voisin.

Gouvernance: La porteuse de projet sera l'animatrice du lieu. Elle sera accompagnée par une artiste pour la mise en place de certaines activités culturelles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Détail du calcul de la subvention : Avec une base éligible de 386 000 €HT, la subvention régionale s'élève à 100 000 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 25,91 %

Localisation géographique :

 MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	264 000,00	64,39%
Mobilier et équipement	87 000,00	21,22%
Frais d'étude	35 000,00	8,54%
Autres dépenses non éligibles	24 000,00	5,85%
Total	410 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	24,39%
Fonds propres	30 400,00	7,41%
Financement participatif	25 600,00	6,24%
Autres recettes	200 000,00	48,78%
Emprunt bancaire	54 000,00	13,17%
Total	410 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074307 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - LES AMIS DE L'ESS'PACE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-57-20421-557001-400

Action : 557001043- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	15 785,00 € HT	40,00 %	6 314,00 €
Montant total de la subvention			6 314,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE L'ESS PACE
Adresse administrative : 15 RUE JEAN ANTOINE DE BAIF
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FANNY LE BRECH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2023 - 1 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Paris 13ème (75), à proximité d'un QPV.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 400m². Il sera équipé de 25 postes de coworking + 10 postes grâce aux travaux (60m²), 2 salles de réunion (48m²), 1 espace bar et un espace café/détente.

Bénéficiaires : Etudiants du quartier, habitants, (télé)travailleurs, entrepreneurs et accueil de structures tournées vers l'ESS.

Le projet : Espace de coworking, au sein d'un tiers-lieu, ouvert à tous depuis septembre 2020, ESSpace a su identifier les besoins de ses usagers. Le constat est tel que l'étage d'ESSpace a besoin de travaux d'aménagement pour améliorer les conditions de travail (isolation phonique), mais aussi pour augmenter sa capacité d'accueil de 10 places nomades supplémentaires.

Gouvernance : L'animation du lieu est assurée par 2 personnes de la structure. Les utilisateurs sont consultés dans l'optique d'une amélioration continue du lieu.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Détail du calcul de la subvention : Avec une base éligible de 15785 €HT, la subvention régionale s'élève à 6 314 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 40 %

Localisation géographique :

 VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Aide à la création de tiers-lieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	9 560,00	60,56%
Mobilier et équipements	2 725,00	17,26%
Autres (préciser)	3 500,00	22,17%
Total	15 785,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 314,00	40,00%
Fonds propres	9 471,00	60,00%
Total	15 785,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074322 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - L'AVANT POSTE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	464 460,00 € HT	25,84 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L AVANT POSTE

Adresse administrative : 52 AV DE LA RESISTANCE
93340 LE RAINCY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur SEBASTIEN SAURET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 4 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Le Raincy (93), dans le bâtiment de l'ancienne poste.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 764m². Il sera équipé de 49 postes de travail (168m²) et de 4 salles de réunion (194m²). Les autres surfaces seront constituées d'un bar/espace événements (216m²), et d'un espace culturel (186m²).

Bénéficiaires : Les publics ciblés sont les indépendants et les professions créatives, les télétravailleurs, et les porteurs de projet et entrepreneurs susceptibles de dynamiser la communauté.

Le projet : L'Avant Poste est un tiers-lieu qui a vocation à repenser la ville et le vivre ensemble en créant un lieu de travail, de vie, de rencontres et de culture. L'objectif des porteurs de projet est de réduire l'impact des transports, mutualiser les outils de travail, reconnecter les gens, et créer une offre culturelle bénéficiant aux habitants du Raincy et alentours.

Gouvernance : Un comité ESS composé de salariés, usagers et fournisseurs aura la charge de la gouvernance. Une personne sera dédiée à l'animation l'espace coworking.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Détail du calcul de la subvention : Avec une base éligible de 464 460€HT, la subvention régionale s'élève à 120 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 25,84 %.

Localisation géographique :

LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	324 960,00	49,82%
Mobilier et équipement	82 500,00	12,65%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	57 000,00	8,74%
Autres dépenses non éligibles à la subvention régionale (travaux de gros oeuvre, bureau de contrôle)	187 778,00	28,79%
Total	652 238,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	120 000,00	18,40%
Fonds propres	70 000,00	10,73%
Emprunt bancaire (sollicité)	160 000,00	24,53%
Emprunt bancaire (attribué)	280 000,00	42,93%
Financement participatif (attribué)	22 238,00	3,41%
Total	652 238,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEN 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074324 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - COLLECTIF LA LANTERNE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	125 000,00 € TTC	80,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF LA LANTERNE

Adresse administrative : 2 AV DU JOUR
95800 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur HUGUES BELLEGO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 6 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Cergy (95), au cœur du QPV Axe Majeur-Horloge (AMH) et en ZRE.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 1200m². Il sera équipé de 28 postes de travail, partagés principalement en 1 salle de réunion (22m²), 6 bureaux (de 18 à 45m²), 5 ateliers polyvalents (33 à 47m²), une salle de création et de diffusion (241m²), et un espace central d'accueil et de convivialité (102m²).

Bénéficiaires : Acteurs associatifs locaux (bénévoles et professionnels), porteurs de projets relevant des champs de compétences du collectif, travailleurs nomades, artistes locaux, lycée Galilée, habitants du quartier.

Le projet : Tiers-lieu « agri-culturel » (mêle agroécologie, culture/arts). Il prend place dans une école vouée à la destruction. Le collectif La Lanterne (Labellisé Fabrique de Territoire jusqu'en 2023, composé de 5 associations bien installées sur le territoire) a désiré réinvestir le bâtiment pour lui donner une seconde vie. L'utilisation des espaces sera évolutive en fonction des usages désirés par les bénéficiaires cités ci-dessus. Les 5 associations sont : b.a-BA (agroécologie), La Ruche (culture), Art Osons (graffiti, street art), Art et Prémices (théâtre) et Les Ateliers Arrosés (arts plastiques).

Gouvernance : Les associations fondatrices coconstruisent le projet depuis 2017. Elles sont organisées en différentes commissions mobilisant salariés et bénévoles : juridique (dont échanges avec les services municipaux et élus tout au long du montage du projet), suivi des travaux, programmation, gouvernance, aménagement, accueil des publics, communication.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 125 000 €TTC, la subvention régionale s'élève à 100 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 80 %

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	14 000,00	11,20%
Mobilier et équipement	101 400,00	81,12%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	9 600,00	7,68%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	80,00%
Fonds propres	12 000,00	9,60%
Subvention Etat (attribuée)	13 000,00	10,40%
Total	125 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074326 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - G E S POLE ECONOMIE SOLIDAIRE SUD ESSONNE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	124 500,00 € TTC	50,00 %	62 250,00 €
	Montant total de la subvention		62 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : G E S POLE ECONOMIE SOLIDAIRE SUD
ESSONNE
Adresse administrative : 10 CHEMIN DU LARRIS
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUILLAUME GARSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2023 - 30 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Etampes, en ZRE et à proximité QPV.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 700m². Il sera équipé de 96 postes de travail, partagés en plusieurs espaces de coworking, 2 bureaux individuels, plusieurs salles de réunion, 1 atelier de réparation vélo, 1 cuisine pédagogique, 1 atelier retouche/couture, ainsi que des salles de formation.

Bénéficiaires : Télétravailleurs, (auto)entrepreneurs, étudiants (notamment en QPV), et habitants pour les ateliers et autres activités.

Le projet : Le Pôle économie solidaire souhaite développer des espaces de travail (coworking, bureaux, salles de formation et salles de réunion) au sein de son infrastructure déjà existante qui regroupe aujourd'hui 5 structures de l'économie sociale et solidaire. Des ateliers et animations sont déjà existants sur le Pôle.

Gouvernance : Une personne, employée par l'association, s'occupera de l'animation des espaces. L'association est en lien étroit avec d'autres tiers-lieux qui les aident dans le développement du lieu.

Enfin, les utilisateurs seront intégrés à la démarche par leur apport de compétences.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 124 500€TTC, la subvention régionale s'élève à 62 250€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 50%.

Localisation géographique :

 ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier et équipement	30 500,00	24,50%
Travaux d'aménagement	84 000,00	67,47%
Frais d'étude	10 000,00	8,03%
Total	124 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	62 250,00	50,00%
Subvention Département (sollicitée)	50 000,00	40,16%
Subvention Commune (sollicitée)	10 000,00	8,03%
Fonds propres	2 250,00	1,81%
Total	124 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074328 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - LA TÊTE DANS LE SABLE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	70 000,00 € TTC	40,00 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TETE DANS LE SABLE

Adresse administrative : 7 IMPASSE DE L AUTRUCHE
77120 COULOMMIERS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur SEBASTIEN PHILIPPE BURIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation: Coulommiers (77).

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 150m². Il sera équipé de 20 postes de travail, séparés en 1 fablab, 1 espace de coworking, 1 espace polyvalent permettant l'accueil d'activités (yoga, projection de films, conférences ...).

Bénéficiaires : Entrepreneurs, indépendants, artistes, professeurs de sport (yoga, pilates,...), professionnels du théâtre, artisans indépendants, étudiants, personnes âgées isolées,...

Le projet : En prenant place dans la plus vieille bâtisse de Coulommiers, ce tiers-lieu perpétue l'héritage culturel et architectural local. Situé en centre-ville, le projet ambitionne « de moderniser et revitaliser les cœurs de petites villes des marges métropolitaines sans trahir l'esprit des origines ».

Gouvernance : L'espace sera animée par 1 personne et les acteurs/associations prenant part au projet. Une communauté est déjà établie et active autour de ce dernier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 70 000 €TTC, la subvention régionale s'élève à 28 000 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 40 %

Localisation géographique :

 COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	32 500,00	46,43%
Equipement et mobilier	37 500,00	53,57%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	28 000,00	40,00%
Fonds propres	42 000,00	60,00%
Total	70 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074329 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - MAKE ICI

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	431 500,00 € HT	23,17 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAKE ICI
Adresse administrative : 135 BOULEVARD DE CHANZY
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur NICOLAS BARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 30 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Vitry-sur-Seine (94), en ZRE et à proximité du QPV Chantierine.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 1400m². Il sera équipé de 50 postes de travail, partagés en ateliers mutualisés pour les artisans (1000m²) et en ateliers de formations, zone de stockage et galerie/showroom (400m²).

Bénéficiaires : Artisans, designers, architectes, entrepreneurs, publics en reconversion professionnelle, et publics à la découverte des métiers artisanaux.

Le projet : Ouverture d'une manufacture collaborative et solidaire de 1400 m² dans le quartier en réhabilitation LES HALLES - LES ARDOINES à Vitry-sur-Seine. Le futur lieu aura 3 objectifs : permettre à des artisans d'art, du sud-est parisien, de faire vivre leurs savoir-faire et d'en vivre ; Participer au développement d'une filière de production Made in Vitry-sur-Seine pérenne et durable ; Accompagner 75 apprenants par an (amateurs et professionnels) sur des formations certifiées dans les métiers du faire. L'association Make ICI a déjà été lauréate de l'AAP « aide à la création de tiers-lieux » pour son lieu localisé à Montreuil.

Gouvernance : L'association Make ICI animera le lieu.


Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 431 500 €HT, la subvention régionale s'élève à 100 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 23,17%

Localisation géographique :

 VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	207 500,00	48,09%	Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	23,17%
Mobilier et équipement	194 000,00	44,96%	Fonds propres	138 200,00	32,03%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	30 000,00	6,95%	Emprunt bancaire (sollicité)	100 000,00	23,17%
			Autres recettes (préciser)	93 300,00	21,62%
Total	431 500,00	100,00%	Total	431 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074332 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - COMMUNE LOGNES

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-2041481-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	336 596,00 € HT	40,00 %	134 638,00 €
	Montant total de la subvention		134 638,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOGNES MAIRIE
Adresse administrative : 11 ESP DES DROITS DE L HOMME
77185 LOGNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André YUSTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Lognes (77).

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 500m². Il sera équipé de 8 postes de coworking classique (34m²), 1 coworking équipé d'outils bureautiques et d'aide à la création artistique (77m²), 1 fablab (52m²), 1 salle de formation/réunion (131m²), 1 ressourcerie/recyclerie (53m²), 1 espace culturel et artistique et 1 espace extérieur.

Bénéficiaires : Les habitants du territoire, les télétravailleurs, les entrepreneurs.

Le projet : Création du tiers-lieu au sein d'un bâtiment de 500 m², datant de 2003, à réhabiliter, appartenant à la mairie de Lognes situé dans le quartier du Segrais. Aménagement et activités pensés par un collectif d'acteurs : espaces de travail partagés aussi bien bureautique qu'artistique (audiovisuelle, design); Fablab (réparation - transformation d'objets). Café-Restaurant culture, associatif et solidaire ; Ressourcerie du spectacle ; activités sur le réemploi, l'écologie ; animations culturelles.

Gouvernance : L'espace sera animé par un employé de la ville et 8 associations membres du PTCE Paris Vallée de la Marne. Le tiers-lieu émane d'une concertation avec les habitants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Détail du calcul de la subvention : Avec une base éligible de 336 596 €HT, la subvention régionale s'élève à 134 638 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 40 %

Localisation géographique :

LOGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	198 425,00	55,64%
Mobilier et équipement	113 000,00	31,69%
Frais d'étude	25 171,00	7,06%
Autres dépenses non éligibles	20 000,00	5,61%
Total	356 596,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	134 638,00	37,76%
Subvention Commune (attribuée)	221 958,00	62,24%
Total	356 596,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074334 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - COMMUNE DE CRETEIL

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-2041481-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	95 828,00 € TTC	80,00 %	76 662,00 €
	Montant total de la subvention		76 662,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRETEIL

Adresse administrative : PL SALVADOR ALLENDE
94010 CRETEIL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Créteil (94), en ZRE et à proximité QPV.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 215m². Il sera équipé de 16 postes, séparés en 6 postes en open-space (15m²), un espace bricolage de 2 postes (15m²), un espace fabrication de 4 postes (21m²) avec une salle de matériauthèque, ainsi que 4 postes pour une salle de télétravail (12m²). Le lieu sera aussi muni d'un parking de 7 places, d'une salle d'accueil de groupes (jusqu'à 20 personnes), une kitchenette, une salle de convivialité, et une cour intérieure.

Bénéficiaires : Entrepreneurs, étudiants, familles, demandeurs d'emplois, associations, écoles.

Le projet : Ce FabLab est le prolongement de la stratégie de la politique numérique de Créteil, "A Créteil, le numérique pour tous", votée en 2019. L'ambition est de faire des usages numériques une chance, un vecteur d'émancipation, d'autonomie et dans la poursuite de l'expérimentation menée avec le fablab itinérant le "Dipbike" (triporteur). L'inauguration de ce lieu prévue en 2024 et situé dans une ancienne école de serrurerie de 215m², dédié aux savoirs faire numériques, répondra à cette ambition.

Gouvernance : Le lieu sera géré par un chargé de mission, et animé par 1 FabManager, 1 médiateur numérique, 1 conseiller (Temps Partiel) tous employés par la ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 95 828 €TTC, la subvention régionale s'élève à 76 662 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 80%.

Localisation géographique :

 CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier et équipements	95 828,00	19,72%
Autres dépenses non éligibles à la subvention régionale (travaux de gros oeuvre, bureau de contrôle)	390 000,00	80,28%
Total	485 828,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	76 662,00	15,78%
Fonds propres	409 166,00	84,22%
Total	485 828,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074335 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - SOUKMACHINES

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	170 000,00 € HT	58,82 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO SOUKMACHINES

Adresse administrative : 11 RUE SAINT JOSEPH
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Clément COUDRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Gennevilliers (92), en ZRE et à proximité QPV.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 8000m². Il sera équipé de 150 postes de travail, partagés en 1 open space, des bureaux privatifs, 1 salle de réunion, 1 menuiserie commune...

Bénéficiaires : Acteurs du champ culturel (artistes ...), acteurs économiques du territoire (artisans ...) et publics en difficulté (insertion, orientation, découverte).

Le projet : Le Tiers lieux culturel de Soukmachines à Gennevilliers veut proposer différents espaces de travail dynamiques et de convivialité. L'occupation de l'espace, prévue pour 10 ans, va permettre de renforcer tous les aspects d'accueil et d'améliorer à tous niveaux le développement économique des résidents. Les espaces extérieurs permettront de créer un espace culturel ouvert sur son territoire.

Gouvernance : L'espace sera animé par 1 personne déjà identifié. Les usagers du lieu seront intégrés à la gouvernance en fonction de leurs compétences (aménagement, programmation ...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 170 000€HT, la subvention régionale s'élève à 100 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 58,82 %

Localisation géographique :

■ GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	63 000,00	23,33%
Mobilier et équipement	96 000,00	35,56%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	11 000,00	4,07%
Autres dépenses non éligibles à la subvention régionale (travaux de gros oeuvre, bureau de contrôle)	100 000,00	37,04%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	37,04%
Fonds propres	170 000,00	62,96%
Total	270 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074337 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - H TIERS LIEU

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-57-20421-557001-400

Action : 557001043- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	54 222,00 € HT	39,84 %	21 600,00 €
Montant total de la subvention			21 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : H TIERS LIEU

Adresse administrative : 7 BIS AVENUE BEAUREGARD
94350 VILLIERS-SUR-MARNE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur David LELAIDIER, Représentant légal

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Villiers-sur-Marne (94).

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 125m². Il sera équipé de 16 postes de travail, partagés en un bureau fermé, et en différents espaces ouverts dont un espace de coworking.

Bénéficiaires : Télétravailleurs, étudiants, et entrepreneurs de la ville.

Le projet : le H - Tiers-lieu est un projet de tiers-lieu à vocation sociale, culturelle et économique ayant pour objectif le développement des coopérations de façon durable sur son territoire. Ce projet, porté par 1 association et 2 sociétés, a pour vocation de devenir acteur d'un réseau de structures dont les ressources permettront de créer de l'activité professionnelle et citoyenne locale.

Gouvernance : L'animation du lieu est assurée par l'association Beaureg'art (1 service civique et 1 salarié). Dans l'objectif de création d'un réseau local, le tiers-lieu accueille plusieurs collectifs, associations, sociétés et indépendants. Les projets participatifs sont encouragés par une réunion mensuelle qui permet d'échanger sur les envies de projets et mettre les savoirs en présence au service du lieu. L'équipe du lieu et ses usagers travaillent ensemble pour l'élaboration des différents projets menés.


Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 54 222 €HT, la subvention régionale s'élève à 21 600€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 39,84%

Localisation géographique :

 VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Aide à la création de tiers-lieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	19 378,00	16,79%
Mobilier et équipement	30 744,00	26,64%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	4 100,00	3,55%
Autres dépenses non éligibles à la subvention régionale (travaux de gros oeuvre, bureau de contrôle)	61 168,00	53,01%
Total	115 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	21 600,00	18,72%
Fonds propres	44 427,00	38,50%
Subvention Département (sollicitée)	15 000,00	13,00%
Emprunt bancaire (sollicité)	29 863,00	25,88%
Autres recettes (préciser)	4 500,00	3,90%
Total	115 390,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074339 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - SENSECUBE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-57-20421-557001-400

Action : 557001043- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	40 000,00 € HT	40,00 %	16 000,00 €
Montant total de la subvention			16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SENSECUBE

Adresse administrative : 40 RUE ALEXANDRE DUMAS
75011 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ALIZEE LOZAC'HMEUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Paris 20ème (75).

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 350m². Il sera équipé de 20 postes de travail, séparés en des espaces de travail ouverts, des bureaux partagés, des salles de réunion. Le premier étage sera un espace avec du mobilier modulable en capacité d'accueillir différents types d'évènements.

Bénéficiaires : Les entrepreneurs ciblés sont :

- Des petites structures, des structures émergentes ou issues d'initiatives citoyennes souhaitant expérimenter et structurer leur solution répondant à une problématique autour du handicap sur le territoire
- Des structures de tailles intermédiaires qui souhaitent développer un nouveau projet autour du handicap ancré sur le territoire du 20e

Le projet : La Résidence de l'Accessibilité est un projet porté par Makesense et la Mairie du 20e arrondissement pour mieux répondre aux problématiques locales pour les personnes handicapées, notamment identifiées et partagées par le Conseil Local du Handicap (CLH). Implantée dans la Mairie du 20e, ce lieu accessible accueillera des porteurs de projets autour du handicap pendant 1 an pour les aider à structurer et à expérimenter leur idée de projet dans le 20e et en coopération avec les acteurs locaux.

Gouvernance : L'espace sera animé par 2 à 3 personnes (accompagnement des entrepreneurs et animation du lieu).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 40 000 €HT, la subvention régionale s'élève à 16 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 40 %

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Aide à la création de tiers-lieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier et équipement	35 000,00	87,50%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	5 000,00	12,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 000,00	40,00%
Fonds propres	24 000,00	60,00%
Total	40 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074343 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-2041511-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	300 242,00 € HT	66,61 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARPF COMMUNAUTE D
AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE
FRANCE

Adresse administrative : 6BIS AVENUE CHARLES DE GAULLE
95700 ROISSY EN FRANCE

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Pascal DOLL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Sarcelles (95), en QPV et ZRE.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 657m². Il sera équipé de 66 postes de travail, partagés en un espace de coworking, un incubateur, et des bureaux privatifs.

Bénéficiaires : Les entreprises, les artisans, les télétravailleurs, les associations-citoyens, les demandeurs d'emploi, et étudiants se situant à Sarcelles et plus généralement sur la communauté d'agglomération.

Le projet : La station Numixs de Sarcelles est l'un des projets structurants du territoire en faveur d'un territoire connecté. Il sera le lieu référent d'un réseau de lieux labellisés Numixs-lab, pour le déploiement d'une stratégie numérique au plus proche des habitants. Le rôle de la Station Numixs sera d'attirer de nouveaux entrepreneurs sur le territoire mais aussi favoriser la création d'entreprise, le développement d'activités innovantes.

Gouvernance : L'espace sera animé par un prestataire. La CARPF, en appui avec le prestataire, mettra en place une gouvernance à l'interface entre le monde académique, économique et entrepreneurial. Elle

comprendra un conseil décisionnaire, des groupes thématiques et un groupe projet. Une instance, dénommée "conseil local numixs" (CLN), aura pour objectif de créer une gouvernance collaborative au travers d'un collectif de travail (5 collèges : Entreprises / Formation / Accompagnement / Acteurs publics / Associations-citoyens) regroupant l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 300 242 €HT, la subvention régionale s'élève à 200 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 66,61 %

Localisation géographique :

🏠 SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier et équipement	300 242,00	100,00%
Total	300 242,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	66,61%
Fonds propres	100 242,00	33,39%
Total	300 242,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074344 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - ANIMA'FAC

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	215 950,00 € TTC	39,11 %	84 450,00 €
Montant total de la subvention			84 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANIMAFAC

Adresse administrative : 3 RUE RECAMIER
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE GAYDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Pantin (93), en QPV.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 675m². Il sera, à l'étage, équipé de 40 postes de travail, partagés en plusieurs espaces de coworking, en des bureaux, des espaces de coworking, des salles de réunion. Au RDC se trouvera un centre de ressources (documentation, jeux pédagogiques ...), des espaces modulables et une cafétéria.

Bénéficiaires : Jeunes porteurs de projets innovants, étudiants et jeunes en besoin d'accompagnement dans leur insertion professionnelle, télétravailleurs de l'ESS, habitants souhaitant s'ouvrir aux thématiques citoyennes portées par nos structures : médiation numérique, transition écologique.

Le projet : Consortium de 7 associations portant un projet de tiers-lieu à Pantin (ouverture à la rentrée 2023). Face aux freins qui limitent la capacité des jeunes à entreprendre, son ambition est d'impulser un lieu incontournable pour l'engagement, l'innovation et l'insertion des jeunes, à la fois accélérateur du développement de structures jeunes, incubateur de projets innovants, centre de ressources et laboratoire d'expérimentations ouvert sur le territoire et le tissu d'acteurs socioéconomiques.

Gouvernance : Une personne déjà identifiée s'occupera de l'animation des espaces. Les 7 associations membres du consortium ont désigné un référent membre du COPIL au sein du consortium (il travaille sur

les enjeux de lieu, de connaissance du territoire, d'aménagement, de lien aux publics). Des événements sont organisés afin de comprendre les attentes de la population concernant le lieu.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 215 950€TTC, la subvention régionale s'élève à 84 450€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 39,11%.

Localisation géographique :

 PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	81 500,00	37,74%
Mobilier et équipements	120 950,00	56,01%
Frais d'architecte / de designer pour étude d'aménagement intérieur	13 500,00	6,25%
Total	215 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	84 450,00	39,11%
Fonds propres	25 000,00	11,58%
Subvention Commune (sollicitée)	7 000,00	3,24%
Subvention Etat (attribuée)	25 000,00	11,58%
Subvention EPCI (sollicitée)	21 000,00	9,72%
Autres recettes (préciser)	53 500,00	24,77%
Total	215 950,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074348 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - CHEZ CHARLY

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	98 941,00 € HT	80,00 %	79 153,00 €
Montant total de la subvention			79 153,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AKNIN CARINE CHEZ CHARLY
Adresse administrative : 12 RUE DU DOCTEUR SOLON
91780 CHALO SAINT MARS
Statut Juridique : Entrepreneur individuel
Représentant : Madame CARINE AKNIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 novembre 2023 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Chalo-Saint-Mars (91), en zone rurale et ZRE.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 150m². Il sera équipé de 8 postes de travail (20m²), d'un fablab/atelier numérique (20m²). Le reste des espaces sera composé d'un espace bar/brasserie (60m²), d'un espace restauration-fripe (25m²), d'une terrasse et d'une cour.

Bénéficiaires : Télétravailleurs, entrepreneurs, créateurs, commerçants, agriculteurs, artisans, étudiants, élèves.

Le projet : Le lieu existe depuis un certain nombre d'années, et se concentrait sur des activités de restauration, de point dépôt d'épicerie, et de salles privatisables. Espace de rencontre et d'échanges, celui-ci est porté par les exploitants du lieu, mais aussi par une communauté d'utilisateurs active, ainsi que par les élus de la ville. Pour la viabilité du projet, ils ont collectivement décidé d'y implanter un fablab et un espace de coworking, ainsi que de renforcer des activités déjà existantes, comme la médiation numérique et l'assistanat administratif pour les artisans et les TPE.

Gouvernance : Elle est partagée entre les exploitants du lieu, la mairie (gouvernance et pilotage), POP Ile-de-France (mécénat de compétence, expertise tiers-lieux et innovations sociales numériques), l'association des utilisateurs (gouvernance et pilotage), association des artisans et commerçants (rôle


consultatif sur l'évolution de l'offre de services).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 98 941 €HT, la subvention régionale s'élève à 79 153€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 80 %

Localisation géographique :

 CHALO-SAINT-MARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	53 441,00	54,01%
Mobilier et équipement	45 500,00	45,99%
Total	98 941,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	79 153,00	80,00%
Fonds propres	2 288,00	2,31%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	5,05%
Financement participatif (sollicité)	5 000,00	5,05%
Autres subventions privées (préciser)	2 500,00	2,53%
Autres recettes (préciser)	5 000,00	5,05%
Total	98 941,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074351 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - QUAI 36 PRODUCTION

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-57-20421-557001-400

Action : 557001043- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	331 516,00 € HT	30,16 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUAI 36 PRODUCTION
Adresse administrative : 34 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JONAS RAMUZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 1 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Paris 20ème (75).

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 600m². Il sera équipé de 25 postes de travail, partagés en 1 openspace/fablab, 1 openspace pouvant servir ponctuellement d'accueil pour des séminaires d'entreprise, une résidence d'artiste, un espace intérieur et un espace extérieur d'accueil d'évènements artistiques et culturels.

Bénéficiaires : Etudiants, télétravailleurs, entrepreneurs, entreprises, artistes et porteurs de projet pour le coworking. Population locale, nationale, voire internationale pour les évènements culturels.

Le projet : Projet de création de tiers-lieu, lauréat de l'appel d'offre de la SNCF, à l'orée de la petite ceinture. Hub créatif et engagé en faveur de la culture et de la cohésion sociale et territoriale, par l'acte culturel.

Passerelle A, en hommage à la gare d'Avron, est un lieu de convergence : ouvert et accessible à toutes et à tous, prônant l'inclusion sociale à travers la diffusion artistique expérientielle et l'accès à la formation des nouveaux métiers artistiques.

Gouvernance : Une personne, salariée de l'entreprise, aura la charge de l'animation du lieu.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 331 516 €HT, la subvention régionale s'élève à 100 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 30,16%

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Aide à la création de tiers-lieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	206 516,00	13,07%	Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	6,33%
Mobilier et équipement	125 000,00	7,91%	Fonds propres	208 087,00	13,17%
Autres dépenses non éligibles à la subvention régionale (travaux de gros oeuvre, bureau de contrôle)	1 248 991,11	79,02%	Emprunt bancaire (sollicité)	594 390,00	37,61%
			Autres recettes (préciser)	678 030,11	42,90%
Total	1 580 507,11	100,00%	Total	1 580 507,11	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074353 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - CLOS DE VERDELOT

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	294 000,00 € HT	68,03 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLOS DE VERDELOT

Adresse administrative : 1 RUE AUX AULX
77160 PROVINS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur MATHIEU HONGROIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation:Verdelot, en ZRE et en zone rurale.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 280m². Il sera équipé de 10 postes de travail, partagés en 1 coworking (34m²), 1 salle de formation (30m²), 1 Chai participatif (52m²), 1 zone multi-activité (pouvant notamment servir à la préparation de livraisons pour les entrepreneurs du tiers-lieu), et 1 laboratoire.

Bénéficiaires:Viticulteurs, formateurs, étudiants, entrepreneurs, et entreprises pour des séminaires.

Le projet:Le projet vise à accélérer la transition agroalimentaire via :

-Le partage de connaissance entre membres

-La mise en place de formations et d'échanges avec d'autres « campus agricole » (ex. : HECTAR)

-L'incubation de jeunes entreprises agri-agroalimentaires (exploitants agricoles, artisans des métiers de la bouche, distributeurs en circuit-court

-La mise en place d'une structure pour accueillir des programmes d'innovation permettant de travailler sur la résilience des systèmes permaculturelles.

Gouvernance:Un employé identifié de l'entreprise animera le lieu, accompagné par des stagiaires et/ou alternants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Détail du calcul de la subvention : Avec une base éligible de 294 000 €HT, la subvention régionale s'élève à 200 000 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 68,03 %

Localisation géographique :

 VERDELOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR	233 950,00	79,57%
MOBILIER ET ÉQUIPEMENT	60 050,00	20,43%
FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00%
AUTRES	0,00	0,00%
Total	294 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	68,03%
Fonds propres	94 000,00	31,97%
Total	294 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX074354 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - LES CHAMBRES

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	202 190,00 € HT	40,00 %	80 876,00 €
	Montant total de la subvention		80 876,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CHAMBRES
Adresse administrative : 57 BOULEVARD ANATOLE FRANCE
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur TALLA DIEYE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Aubervilliers (93), à proximité de QPV.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu, déjà existant, occupe une surface de 720m². Il est équipé de 45 postes de travail, partagés en 1 espace de coworking, 2 bureaux fermés et 2 salles de réunion. Le reste des espaces est composé d'un espace café/restaurant, d'une galerie et de 2 studios de tatouage.

Bénéficiaires : Les entrepreneurs des filières de l'art et de la création, aux artisans, aux travailleurs indépendants, aux petites structures, habitants, étudiants et touristes.

Le projet : Les Chambres est un tiers-lieu artistique bien implanté sur la commune d'Aubervilliers. C'est un centre d'art et un lieu de vie des nouvelles pratiques artistiques contemporaines. Le tiers lieu se qualifie comme acteur pour l'emploi et l'entrepreneuriat via les formations (certifié QUALIOPI) et l'accompagnement qu'il propose aux artistes et créatifs entrepreneurs. Il a ouvert en 2021 et déjà soutenu par la région en 2019.

Gouvernance : Une équipe d'employés anime les différents espaces du lieu. Les utilisateurs sont consultés pour établir la programmation, l'aménagement des espaces, la politique tarifaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 202 190 €HT, la subvention régionale s'élève à 80 876€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 40 %

Localisation géographique :

 AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement intérieur	89 000,00	44,02%
Mobilier et équipement	110 690,00	54,75%
Frais d'étude	2 500,00	1,24%
Total	202 190,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 876,00	40,00%
Fonds propres	30 000,00	14,84%
Emprunt bancaire (sollicité)	18 924,00	9,36%
Autres recettes (préciser)	72 390,00	35,80%
Total	202 190,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074839 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - LA LUNE DES DOCKS

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-57-20421-557001-400

Action : 557001043- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	386 742,00 € HT	25,86 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LUNE DES DOCKS
Adresse administrative : 6 RUE JULIETTE DODU
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur DENIS LEGAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Saint-Ouen-sur-Seine (93).

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 13000m². Dans le cadre de l'AAP, l'aide régionale se focalisera sur le FoodLab et ses 2 cuisines partagées (101m²) et le MediaLab (28m²). Le reste de l'espace sera occupé par des zones de restauration, des cafés studieux, des salles de conférence, des zones événementielles et autres espaces ludiques.

Bénéficiaires : Pour l'activité FoodLab, le lieu vise les entrepreneurs (traiteur, conserverie, restaurateur) souhaitant lancer leur activité via la mise à disposition des cuisines et la mise en place d'ateliers facilitant la rencontre entre jeunes entrepreneurs et professionnels de la gastronomie. Pour le MediaLab, le lieu vise les jeunes entrepreneurs via la mise à disposition d'espaces. Le lieu bénéficiera aussi aux télétravailleurs et artisans.

Le projet : La Halle des Docks sera un véritable lieu de vie ouvert sur la ville. On y retrouvera des espaces d'incubation d'activités, des espaces ludiques, et autres espaces de restauration. Avec plus de 500 places assises en libre accès et deux zones de café studieux, il sera ouvert à tous les travailleurs indépendants et télétravailleurs. Doté d'un FoodLab et d'un MédiaLab, il permettra aux jeunes entrepreneurs de ces domaines de lancer leur activité.

Gouvernance : La Lune Rousse est la société mère de la Lune des Docks, et la créatrice du Tiers-Lieu culturel « Ground Control ». La préfiguration du projet est piloté par l'équipe qui a lancé et animé Ground Control qui a donc une bonne expérience de la gestion, l'administration, l'exploitation et l'animation de Tiers Lieux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 386 742 €HT correspondant aux espaces dédiés au MediaLab et au FoodLab, la subvention régionale s'élève à 100 000€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 25,86 %

Localisation géographique :

■ SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Aide à la création de tiers-lieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	106 000,00	27,41%
Mobilier et équipement	243 420,00	62,94%
Frais d'étude	37 322,00	9,65%
Total	386 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	25,86%
Emprunt bancaire et bailleur	241 742,00	62,51%
Fonds propres	45 000,00	11,64%
Total	386 742,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° 23005879 - AAP tiers-lieux - Ici&Maintenant

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	214 157,00 € HT	40,00 %	85 662,00 €
	Montant total de la subvention		85 662,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ICI ET MAINTENANT

Adresse administrative : 34 AVENUE DES PRES DE LA CROIX
78830 BONNELLES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Catherine DROUCHEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Corbreuse (91), en zone rurale dans des anciens locaux industriels.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 925m². Il sera équipé de 34 postes de travail, partagés en différentes zones. Travail : 6 bureaux et 1 openspace. Création : 4 ateliers, 6 établis artisans, 1 openspace, 1 atelier résidence d'artistes. Fabrication : 1 Fablab. Partage : Salle polyvalente.

Bénéficiaires : Artistes et artisans, entrepreneurs et télétravailleurs. Jeunes enfants, publics scolaires, étudiants, familles, seniors (EPHAD dans le village), publics isolés (en lien avec les structures médicosociales du territoire).

Le projet : L'ambition d'Ici&Maintenant, entreprise de l'ESS et de l'association La Capsule est de dynamiser nos villages et notre territoire en soutenant l'activité sociale, entrepreneuriale, économique, et artistique, en créant du lien entre les différentes parties prenantes. Pour cela, elles s'associent pour créer le Hors Normes tiers-lieu autour du faire ensemble.

Gouvernance : L'espace sera animé par les 2 porteuses de projet. Les utilisateurs seront intégrés aux décisions de programmation et d'aménagement du lieu.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 214 157 €HT, la subvention régionale s'élève à 85 662€, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 40 %.

Localisation géographique :

 CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Aménagement intérieur	120 157,00	53,18%	Subvention Région (sollicitée)	85 662,00	37,91%
Mobilier et équipement	76 000,00	33,63%	Fonds propres	39 096,00	17,30%
Frais d'étude	18 000,00	7,97%	Emprunt bancaire	78 200,00	34,61%
Autres dépenses non éligibles	11 801,00	5,22%	Prêt d'honneur	23 000,00	10,18%
Total	225 958,00	100,00%	Total	225 958,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23005881 - AAP Tiers-lieux - Quartier de la Gare

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-57-20421-557001-400

Action : 557001043- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	274 673,50 € HT	40,00 %	109 869,00 €
Montant total de la subvention			109 869,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUARTIER DE LA GARE

Adresse administrative : 89 AVENUE JEAN MONNET
91300 MASSY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Valentine BALEATO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Massy (91), dans son ancienne gare.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 700m². Il sera équipé de 18 postes de travail, partagés en 1 espace modulable pouvant accueillir des cowokers, séminaire d'entreprise, ou autres ateliers de travaux manuels, 2 box aménagés pour des artistes ou artisans résidents, un fablab/menuiserie, des bureaux/livings lab, une salle de formation, ainsi que d'un espace restauration/coworking.

Bénéficiaires : Résidents actifs cadres et non cadres, entrepreneurs, artisans, artistes, voyageurs en transit.

Le projet : Le collectif Respec'table a pour ambition de créer un tiers lieu créatif, festif et citoyen dans l'ancienne gare de Massy pour y proposer des espaces de travail et de rencontre entre habitants et professionnels, ainsi que des animations favorisant le faire et créer ensemble pour renforcer le lien social et développer l'innovation.

Gouvernance : 7 personnes piloteront le lieu (hors restauration) et le collectif s'appuiera sur le réseau associatif local pour l'animation. Une communauté d'utilisateurs est en cours de consolidation sur les réseaux sociaux. Une vingtaine de personnes participent actuellement au développement du projet. Une

étude d'opportunité a recueilli les réponses de près de 1500 habitants et travailleurs locaux en 2022.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 274 673,5 €HT, la subvention régionale s'élève à 109 869 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 40 %.

Localisation géographique :

 MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Aide à la création de tiers-lieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	90 000,00	14,03%
Mobilier et équipement	141 273,00	22,02%
Frais d'étude	43 400,00	6,77%
Autres dépenses non éligibles	366 846,00	57,18%
Total	641 519,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	109 869,00	17,13%
Emprunt bancaire	221 650,00	34,55%
Banque des territoires	200 000,00	31,18%
Fonds propres	60 000,00	9,35%
Prêt d'honneur	50 000,00	7,79%
Total	641 519,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Annexe 2 : Convention type tiers-lieux

CONVENTION

de soutien aux tiers-lieux

Entre

La région Île-de-France,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93 400 SAINT OUEN

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération **XX**

Ci-après dénommée «La Région»,

Et

XX (Dénomination sociale de la personne morale / établissement public)

Statut juridique :

Dont le numéro SIRET est :

Dont le siège social est situé au :

Ayant pour représentant(e) **XX**

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté de notification N° SA 58980 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et modifié par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018 publié au JOUE L313 du 10 décembre 2018 et par le règlement 2020/1474 du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

d'amortissement ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 modifiée en CP 2018-383 du 19 septembre 2018 puis en CP 2020-529 du 18 novembre 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire modifié par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n°XX la région Île-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet XX » dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- XX % de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à XX €
- soit un montant maximum de subvention de XX

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT ou TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans la fiche projet jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet

ART 2.2 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur, dans le cas des bénéficiaires de droit privé.
- Recruter XX stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- Tenir la Région immédiatement informée :
 - dans les trois mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,

- des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans la fiche projet,
- de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire...
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région de l'ouverture du tiers lieu.
- Fournir à la Région le compte rendu annuel d'activités du tiers lieu. Les indicateurs suivants seront à renseigner :
 - Nombre de m² à disposition dans le tiers-lieu
 - Nombre de postes de travail disponibles
 - Taux moyen annuel de remplissage de l'espace
 - Nombre d'ETP moyens annuels de la structure gestionnaire
 - Nombre d'ETP moyens annuels liés à l'animation du lieu
 - Nombre de visiteurs sur l'année n (salariés, indépendants, autres)
 - Nombre de manifestations organisées par la structure (en préciser à chaque fois la fréquentation et les décrire succinctement)

Les aides sont attribuées conformément à la réglementation européenne des aides d'Etat.

Selon le projet, la base juridique utilisée est différente.

- Option 1 : L'aide est attribuée conformément au règlement 1407/2013 de la commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Option 2 : L'aide est attribuée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Pour ces subventions :
 - Le bénéficiaire est chargé de répercuter le montant de l'aide sur les bénéficiaires finaux sous de rabais de prix ;
 - Le bénéficiaire disposera d'une comptabilité analytique permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide sur les bénéficiaires finaux
 - Le bénéficiaire sera chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat (ex : règlement de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Il devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide ;
 - Le bénéficiaire remontera la liste des bénéficiaires et le montant de leurs aides à la Région. Les modalités pratiques relatives à ces obligations seront précisées dans la convention passée avec le bénéficiaire ;

- Le bénéficiaire se soumettra aux contrôles de la Région concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide n'est pas reversée, la Région demandera la récupération de la part de l'aide non répercutée.
- 📄 Option 3 : l'aide est attribuée sur le fondement du régime d'aide exempté SA 58980. Pour ces subventions :
- Les infrastructures du tiers-lieu sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.
 - Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire, dans le respect des règles applicables en matière de passation des marchés publics.
 - les prix pratiqués en cas d'utilisation ou de vente de l'infrastructure correspondent au prix du marché.
- 📄 Option 4 : l'aide est attribuée sur le fondement du règlement n° 360-2012 relatif aux aides de minimis SIEG, tel que modifié par le règlement n°2020/1474 du 13 octobre 2020. L'activité d'intérêt général répond à la nécessité :
- de mailler l'ensemble du territoire régional en tiers-lieux, notamment là où les services marchands sont absents ;
 - d'avoir une action renforcée sur des territoires considérés comme « fragiles » (territoires ruraux et QPV) car moins bien desservis par les transports en commun et donc moins enclin à proposer des migrations domicile-travail aisées pour les populations y résidant ;
 - de renforcer le taux d'insertion professionnelle dans les QPV et territoires ruraux via à un accès facilité à l'emploi à distance ;
 - d'encourager la création d'entreprises qui nécessitent des conditions de travail adaptées que l'on trouve au sein des tiers-lieux.

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

ART 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : COMMUNICATION ET EXPLOITATION DES DONNÉES RELATIVES À LA PRÉSENTE CONVENTION

ART 3.1 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, un sticker devra être apposé dans l'entrée du bâtiment. Ce sticker sera fourni par les services de la Région.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Insert spécifique à ajouter si le tiers bénéficiaire est une commune

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de XX % ».

ART 3.2 : AUTORISATION D'EXPLOITATION DES DONNEES

Dans le cadre de la gestion du dispositif de « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation », la région Ile-de-France en tant que responsable de traitement, met en œuvre des traitements de données vous concernant.

Finalités du traitement

Ces traitements ont pour finalités la communication institutionnelle et la gestion des dispositifs d'évaluation des politiques publiques.

Base juridique du traitement.

Le fondement juridique de ces traitements est la mission d'intérêt public.

Destinataires des données.

Les données collectées sont destinées aux membres du personnel habilités de la Région Ile-de-France (agents et leurs responsables en charge de la communication et de l'évaluation des politiques publiques) et aux salariés du sous-traitant en charge de cette mission.

Durée de conservation des données.

Les données sont conservées pour une durée de :

- 3 ans pour la communication institutionnelle,
- et 5 ans pour l'évaluation des politiques de soutien aux Tiers Lieux.

Vos droits sur les données :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, à la portabilité de vos données ainsi que d'un droit à la limitation du traitement.

Vous disposez également du droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique ou la réalisation des intérêts légitimes poursuivis par la région Ile-de-France.

Vous disposez du droit de formuler des directives générales ou particulières concernant la conservation, l'effacement et la communication des données post-mortem vous concernant.

Les demandes relatives à l'exercice de vos droits s'effectuent auprès de notre Délégué à la Protection des Données dont les coordonnées sont précisées ci-dessous.

Vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés.

Responsable de traitement et Délégué à la protection des données. Vous pouvez contacter la région Ile-de-France en tant que responsable de traitement et son délégué à la protection des données à l'adresse mail suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Ile-de-France, Pôle Juridique Achats Données, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART 4.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande du premier appel de fonds constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART 4.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois l'avance versée ne pourra pas excéder 30% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART 4.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ART 4.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (cf article 2.2),
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé),
- la vérification du respect de l'article 3.1 de cette convention concernant les obligations en matière de communication (la bonne installation du logo de la Région dans le tiers-lieu, sur le site internet...) et l'invitation de la Région pour l'inauguration de l'espace.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace à la date de la demande (cf article 2.2),
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé),
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés.
- la vérification du respect de l'article 3.1 de cette convention concernant les obligations en matière de communication (la bonne installation du logo de la Région dans le tiers-lieu, sur le site internet...) et l'invitation de la Région pour l'inauguration de l'espace.

Des contrôles sur site pourront être opérés.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ART 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 4.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 4.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ART 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **XX** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, , le cas échéant.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et la fiche projet.

Fait à Saint Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional

Pour le Bénéficiaire
Le Représentant

Annexe 3 : Règlement d'intervention Chèques

Règlement d'Intervention

Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et commerçants franciliens

BASES RÉGLEMENTAIRES

Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Articles L. 1511-2 et L1611-7 I du code général des collectivités territoriales.

OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Conformément à la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce de proximité adoptée par délibération CR 2018-043, à la stratégie Energie climat de la Région Île-de-France adoptée par délibération CR 2018-016, au Plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Île-de-France adopté par délibération CR 2019-053, à la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire adoptée par délibération CR 2020-040, le présent dispositif a pour objectifs de :

- réduire le retard numérique et développer l'activité en ligne des artisans et commerçants de proximité ;
- accompagner en priorité les artisans et commerçants de proximité dans leur transition écologique.

Le dispositif « Chèques en faveur de la transition numérique et écologique des artisans et des commerçants franciliens » se décline en plusieurs type d'aides en fonction de l'objectif et la typologie de bénéficiaires visés.

1. Chèque numérique pour un commerce connecté

- **Volet 1** : artisans et commerçants franciliens
- **Volet 2** : communes ou leurs groupements

2. Chèque efficacité énergétique

1. LE CHEQUE NUMERIQUE POUR UN COMMERCE CONNECTE

VOLET 1 : ARTISANS ET COMMERÇANTS FRANCILIENS

Objet de l'aide

Le Chèque numérique intervient sur les volets suivants :

- ☛ Améliorer sa gestion digitale
- ☛ Développer le Web-to store grâce au marketing digital et la présence en ligne
- ☛ Booster ses ventes grâce au e-commerce
- ☛ Faciliter l'accès de la clientèle au wifi pour les bars et restaurants accueillant du public avec places assises

Cible éligible

Sont éligibles :

- les artisans et commerçants de proximité, entreprises, indépendants ou non (hors association), ayant une activité économique régulière, avec ou sans point de vente, sédentaires ou non, y compris les artisans d'art, dont l'activité relève d'un des codes NAF/APE listés ci-dessous¹;
- dont l'établissement est situé en Ile-de-France et a été créé au moins six mois avant la date de la demande ;
- avec un effectif inférieur à 20 salariés, y compris les entreprises sans salarié ;
- qui n'appartiennent pas à un groupe dépassant ce seuil d'effectif ;
- inscrits au RCS et/ou au RM-RNE

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment² :

- un extrait Kbis ou D1,
- une pièce d'identité du représentant légal de l'entreprise,
- un RIB,
- SOIT directement les factures acquittées ;
- SOIT les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis ou tout document émis par le prestataire comme une grille tarifaire, ...) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur transmission des factures acquittées.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication (notamment l'affichage dans sa boutique du sticker « Ici la région Île-de-France soutient la transition numérique/écologique de vos artisans et commerçants », l'inscription de la version numérique de ce sticker sur l'application ou le site web de l'entreprise réalisé grâce au chèque ainsi que l'inscription d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France), en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Les bénéficiaires s'engagent sur l'honneur au moment du dépôt de leur demande à respecter les valeurs de la République et de la laïcité conformément à l'esprit de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses ayant pour objet grâce au digital de renforcer ou faciliter :

¹ Sont éligibles les artisans et commerçants de proximité, c'est-à-dire les établissements qui proposent la vente de produits ou services aux particuliers dont les achats sont quotidiens ou fréquents : commerce de détail (dt commerces de bouche), coiffure-soin de beauté, restauration, fleuristes, services de réparation aux particuliers, ... mais aussi artisan d'art. Il cible ainsi les artisans et commerces de proximité tels que définis ci-dessus et relevant des codes APE 10 à 33, 43 à 47, 55 et 56, 7410Z, 7420Z, 79, 81, 9003A, 9312 et 9313, 95 et 96. Sont donc notamment exclus les entreprises de la filière numérique, la vente par correspondance (ou exclusivement à distance), les activités financières et immobilières, les organismes de formation, les activités de conseil, les bureaux d'études, les activités de services aux entreprises. La Région se réserve par ailleurs le droit d'exclure un établissement dont l'activité ne correspond manifestement pas à son code APE ou à celle d'artisan et commerce de proximité défini plus haut. Sont aussi exclues les entreprises exclues au titre du règlement de minimis 1407/2013 modifié.

² La Région se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

- la gestion de l'activité par le biais d'outils numériques, notamment en matière de cybersécurité,...
- la visibilité, la notoriété, la présence en ligne, l'attractivité du commerce et la fidélisation de la clientèle, etc. ;
- le développement des ventes par la réservation en ligne, le click and collect, le drive, la vente en ligne, etc.
- les compétences numériques des artisans et commerçants grâce à des formations individuelles délivrées par un formateur agréé ;
- l'accès gratuit de la clientèle au wifi (hors consommation) uniquement pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises, etc.

Parmi les dépenses éligibles on compte notamment :

En fonctionnement :

- Abonnements à des logiciels et solutions digitales de gestion en ligne (gestion de stock, facturation, solutions de paiement, logiciel d'encaissement pour caisse tactile-connectée ou imprimante connectée, comptabilité, gestion et relations clients, CRM/EBP, sécurité...), ainsi que les frais d'installation et de paramétrage de ces solutions
- Solutions de géolocalisation, frais de référencement (SEO), achat de mots clés, campagne Adwords (SEA), analyse des statistiques d'audience, etc.
- Dépenses de publicité digitale : solutions pour la visibilité digitale (page vitrine, « landing page »), campagne de publicités en ligne, création de contenus d'un site vitrine, achat de publicités sur les réseaux sociaux (SMA, SMO), solutions de fidélisation (programme fidélité, carte de fidélité, promotion, bons plans...), solutions d'envois de mails, sms, newsletters,...
- Réservation de nom de domaine, frais d'hébergement, etc.
- Abonnement à un logiciel de création de site / création de site en SaaS, frais d'optimisation
- Abonnement ou commissions sur les ventes liés à une solution visant à développer les ventes : prise de RDV, création de devis, marketplace (place de marché, plateforme en ligne), application de vente en ligne ou de click and collect, solution digitale, gestionnaire de marketplaces /gestionnaire de flux...
- les frais de formation, d'installation et d'optimisation liés à l'acquisition de ces solutions,...
- les frais de formation individuelle pour améliorer ses compétences numériques (formation délivrée par un formateur agréé en présentiel ou en ligne) ;
- les frais liés au recours à des solutions ou services de livraison (prestation ponctuelle, abonnement...)
- les frais de fonctionnement (abonnement, location hors crédit-bail, ...) relatifs à des écrans numériques à visée informationnelle ou promotionnelle, à l'exception des dispositifs installés en façades ou vitrines donnant sur la voie publique

Pour les commerces ayant une activité de restauration, de cafétéria, de débit de boissons et accueillant du public avec places assises, sont également éligibles les dépenses facilitant l'accès de la clientèle au wifi, à savoir notamment les dépenses de fonctionnement relatives à la location ou prêt de borne wifi professionnelle ainsi que les abonnements wifi professionnels. Ces dépenses peuvent être prises en compte uniquement si l'accès wifi est proposé gratuitement aux consommateurs clients.

Ou en investissement :

- Investissement lié à l'acquisition de licence, achat de logiciel
- Investissement pour le développement, réalisation, acquisition d'un site internet
- Investissement relatif à l'acquisition d'écrans à usage professionnel pour des diffusions à visée informationnelle ou promotionnelle, à l'exception des dispositifs installés en façades ou vitrines donnant sur la voie publique.

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement des dépenses de fonctionnement à l'exception des dépenses d'investissement indiquées ci-dessus pour l'achat d'écrans pour des diffusions de contenus à visée informationnelle ou promotionnelle, l'achat de licences ou logiciels, le développement / réalisation / acquisition / renouvellement de site internet relevant de la section investissement. Selon le type de dépenses qui seront présentées par le bénéficiaire, il conviendra de sélectionner le type d'aide adéquat (investissement ou fonctionnement).

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses de fonctionnement soient comptabilisées dans les charges de l'entreprise, hormis les dépenses d'investissement indiquées ci-dessus qui devront être comptabilisées en immobilisations et inscrites à l'actif de l'entreprise. Il devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes démarches. La subvention finançant l'acquisition d'immobilisation correspond pour le bénéficiaire à une subvention d'investissement.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées dans un délai maximal de 18 mois avant la date de la demande pour les demandes sur factures ou dans un délai maximal de 18 mois après la date de notification pour les demandes sur devis.

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 50 % du coût de la dépense éligible.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : **1500 €** sous forme de subvention

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 150 € sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 300 €	150 €
A partir de 600 €	300 €
A partir de 900 €	450€
A partir de 1200 €	600 €
A partir de 1500 €	750 €
A partir de 1800 €	900 €
A partir de 2100 €	1050 €
A partir de 2400 €	1200 €
A partir de 2700 €	1350 €
A partir de 3000 €	1500 €

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Cumul des aides

Le chèque numérique et le chèque efficacité énergétique sont cumulables pour un même établissement.

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois du même type de chèque.

Modalités de versement et caducité

Chaque chèque fait l'objet d'un paiement distinct.

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée pour chaque chèque uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
- ou d'un paiement unique, notamment dans le cas d'une transmission directe des factures,
dans le respect des délais indiqués ci-dessus.

Pour les demandes ayant reçu un avis préalable de notification sur devis :

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date de notification de l'aide**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date de notification de l'aide**, quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

VOLET 2 : CHEQUE NUMERIQUE EN FAVEUR DES COMMUNES OU DE LEURS GROUPEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMMERCES DE LEUR TERRITOIRE

L'aide régionale a pour objet de soutenir la mise en place de projets digitaux par les communes ou leurs groupements visant à renforcer les compétences numériques des commerces de leur territoire et développer leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits.

Bénéficiaires

Sont éligibles les communes du territoire francilien ou leurs groupements.

Modalités de la demande d'aide

Pour être bénéficiaire de l'aide, le candidat doit s'inscrire sur la plateforme des aides régionales et compléter le dossier de candidature en ligne.

Le candidat transmet notamment les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles ou réalisées (devis, factures) pour un avis de notification. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur **transmission des factures acquittées**.

Le candidat devra justifier de la pertinence du développement de la solution à l'échelle de son territoire en articulation avec l'offre existante.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité en tant que collectivités, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Dépenses éligibles

Le volet 2 du chèque numérique vise à soutenir la mise en place ou le renouvellement par les communes ou leurs groupements de projets digitaux visant à développer grâce au digital l'activité des commerces de proximité en renforçant leurs compétences numériques et en favorisant leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits, tels que :

- solution de référencement / recensement des commerces / géolocalisation,
- solution de click and collect,
- solution d'aides à la vente, de marketplace locale, avec ou non solution de paiement et service de logistique,
- solution de promotion et de fidélisation, gamification, d'animation commerciale
- formation en ligne au numérique pour les commerces de son territoire...

L'aide proposée prend en charge soit des dépenses de fonctionnement, soit des dépenses d'investissement en fonction de la solution choisie, notamment :

- abonnement sur 12 mois maximum,
- frais de formation liés à l'acquisition de la solution,
- frais d'installation, de paramétrage, gestion des encaissements,
- hébergement, licence,...
- acquisition, développement ou renouvellement de la solution,...
- dépenses de communication,...
- assistance à maîtrise d'ouvrage, accompagnement,
- dépenses liées à la mise en place de formations en ligne pour renforcer les compétences numériques des commerces de son territoire,...

Le bénéficiaire devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes Démarches.

Si les dépenses présentées sont antérieures à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, elles doivent avoir été réalisées dans un délai maximal de 12 mois avant la date de la demande pour être éligibles.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal : **10 000 €** sous forme de subvention

Un même porteur ne peut être bénéficiaire de l'aide qu'une fois par an dans la limite maximale de 3 années.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

En tant que collectivité unique à statut particulier, la Ville de Paris pourra, contrairement aux autres collectivités, bénéficier de l'aide plusieurs fois par an.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles**.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 1 000 € sur les dépenses **Hors Taxes** pour les subventions d'investissement et sur les dépenses **Toutes Taxes Comprises** pour les subventions de fonctionnement dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 2 000 €	1 000 €
A partir de 4 000 €	2 000 €
A partir de 6 000 €	3 000 €
A partir de 8 000 €	4 000 €
A partir de 10 000 €	5 000 €
A partir de 12 000 €	6 000 €
A partir de 14 000 €	7 000 €
A partir de 16 000 €	8 000 €
A partir de 18 000 €	9 000 €
A partir de 20 000 €	10 000 €

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Modalités de versement et caducité

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes pour les subventions d'investissement et sur la base des dépenses présentées Toutes Taxes Comprises pour les subventions de fonctionnement. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
 - ou d'un paiement unique,
- dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante**, quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

2. CHEQUE EFFICACITE ENERGETIQUE

Le chèque efficacité énergétique intervient sur les axes suivants :

- ☛ Diminuer les consommations d'énergie
- ☛ Diminuer les consommations d'eau
- ☛ Améliorer la qualité de l'air intérieur
- ☛ Développer les mobilités douces
- ☛ Développer la consigne pour réemploi, le tri et la gestion des déchets

Public éligible

Sont éligibles :

- les TPE-PME ayant une activité économique régulière, sous forme de société ou d'entreprise individuelle (SA, SAS, SASU, SA, SARL, EURL, EI, EURL, ...)³, notamment les artisans et commerçants franciliens qui constituent la cible prioritaire,
- avec un effectif inférieur à 20 salariés (calculé en ETP), y compris les entreprises sans salarié, et qui n'appartiennent pas à un groupe dépassant ce seuil d'effectif ;
- dont l'établissement est situé en Ile-de-France et a été créé au moins un an avant la date de la demande ;
- inscrits au RCS et/ou au RM/RNE.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment⁴ :

- un extrait Kbis ou D1,
- une pièce d'identité du représentant légal de l'entreprise ;
- un RIB,
- un justificatif comptable attestant de l'activité de l'entreprise⁵,
- SOIT directement les factures acquittées ;
- SOIT les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur transmission des factures acquittées.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication (notamment l'affichage dans sa boutique du sticker « Ici la région Île-de-France soutient la transition écologique de vos artisans et commerçants », l'inscription de la version numérique de ce sticker sur l'application ou le site web de l'entreprise réalisé grâce au chèque ainsi que l'inscription d'un lien avec le site

³ Tous les secteurs d'activité sont éligibles, hormis les secteurs relevant des codes NAF suivants : 49 à 53 (transport), 64 à 68 (activités financières, d'assurance, immobilières ou SCI), 84 (administration publique), 85.1 à 85.4 (enseignement), 86 à 88 (Q-santé humaine et sociale), 97 à 99 (activités des ménages et activités extraterritoriales). Sont également exclues les entreprises exclues au titre du règlement de minimis 1407/2013 modifié.

⁴ La Région se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

⁵ Au choix (année n, n-1) : attestation d'un expert-comptable : modèle 1 (entreprises avec expert-comptable) ou modèle 2 (entreprise récente) ; liasse fiscale ; bilan simplifié (DGFIP N° 2033-A-SD) ; récépissé du dépôt d'un acompte provisionnel de TVA (formulaire 11744*10) pour les entreprises au régime réel simplifié de création récente ; attestation de chiffre d'affaires URSSAF pour les micro-entrepreneurs.

institutionnel de la région Île-de-France), en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Les bénéficiaires s'engagent sur l'honneur au moment du dépôt de leur demande à respecter les valeurs de la République et de la laïcité conformément à l'esprit de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Nature des dépenses éligibles

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement les dépenses d'investissement suivantes.

Régulation et émetteurs de chaleur*

- Pompe à chaleur air/air
*Puissance $\leq 12\text{kW}$, coefficient de performance saisonnier (SCOP) $\geq 3,9$, efficacité énergétique saisonnière (SEER) ≥ 5
Puissance $\geq 12\text{ kW}$, efficacité énergétique saisonnière (ETAS) $\geq 145\%$ pour le chauffage des locaux ; $\geq 250\%$ pour le refroidissement des locaux.
Pour une PAC en toiture : efficacité énergétique saisonnière (ETAS) $\geq 130\%$ pour le chauffage des locaux ; $\geq 150\%$ pour le refroidissement des locaux.*
- Pompe à chaleur air/eau et eau/eau
Puissance $\leq 400\text{kW}$, efficacité énergétique saisonnière (ETAS) $\geq 111\%$ si moyenne ou haute température ou $\geq 126\%$ si basse température
- Pompe à chaleur air/eau et eau/eau pour eau chaude sanitaire
Puissance $\leq 400\text{kW}$, Coefficient de performance (COP) $\geq 2,8$ et efficacité énergétique $\geq 61\%$ pour un profil de soutirage XXL ou $\geq 65\%$ pour un profil de soutirage 3XL et plus
- Appareil indépendant de chauffage au bois (poêle ou insert)
Label Flamme verte 7 étoiles
- Chaudière biomasse individuelle
Puissance $\leq 70\text{kW}$ label Flamme verte 7 étoiles, avec un système de régulation de classe IV à VIII.
- Plancher chauffant hydraulique basse température
Température $T \leq 40^\circ\text{C}$ et régulation thermique associée avec sonde de température placée en début de chaque réseau.
- Radiateur basse température pour chauffage central
Les radiateurs sont dimensionnés à une différence de température au débit nominal inférieure ou égale à 30 K
- Freecooling par eau de refroidissement en substitution d'un groupe froid pour la climatisation (dimensionné pour couvrir, lorsqu'il fonctionne, 100% du besoin nominal en froid quand la température extérieure est au moins 3°C inférieure à la température de consigne. Une étude de dimensionnement est obligatoire.
- Chauffe-eau solaire individuel avec certification CSTBat ou SolarKeymark ou équivalente
- Chauffe-eau thermodynamique à accumulation (coefficient de performance/COP $\geq 2,4$)
- Four à charge mixte, four ventilé ou four à sole en remplacement d'un four existant de plus de 10 ans d'âge pour le secteur de l'alimentation
- Déstratificateur ou brasseur d'air
(Les besoins en destratification sont déterminés par une étude de dimensionnement. hauteur sous plafond d'au moins cinq mètres. L'aspiration de l'air s'effectue à au plus un mètre du plafond. Il permet un flux d'air orienté vers le sol ayant une vitesse minimale de $0,1\text{ m/s}$ et maximale de $0,3\text{ m/s}$ au sol. Le système est asservi à une mesure de température de l'air dans la zone située entre le déstratificateur et le plafond. Le niveau du bruit au sol du fait du fonctionnement du système est strictement inférieur à 45 dB .)
- Robinets thermostatiques sur radiateurs existants

- Système de régulation par programmation d'intermittence (norme EN 12098-5)
- Optimiseur de relance en chauffage collectif comprenant une fonction auto-adaptative (norme NF EN 12098-1)
- Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone existant dépourvu de ce système de puissance nominale inférieure ou égale à 3 MW.
- Système de gestion technique du bâtiment (GTB) pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire (système d'automatisation centralisé, fonctions de régulation de classe B ou A selon la norme NF EN ISO 52120-1:2022)

Autres équipements d'efficacité énergétique*

- Remplacement de réfrigérateurs et congélateurs disposant d'une fonction de vente, refroidisseurs de boissons et congélateurs pour crèmes glacées, classe C minimum. Cf. base EPREL
- Remplacement d'armoires frigorifiques professionnelles, classe B minimum (Cf. base EPREL)
- Remplacement de réfrigérateurs et congélateurs : nouvelle étiquette énergie (03/2021) classe C minimum. Ancienne étiquette énergie (avant mars 2021) classe A++ au minimum. Cf. base EPREL
- Remplacement de réfrigérateurs et congélateurs professionnels, d'armoires frigorifiques professionnelles en remplacement d'un équipement de plus de 10 ans d'âge.
- Remplacement de lave-linge : nouvelle étiquette énergie (03/2021) classe B. Ancienne étiquette énergie (avant mars 2021) classe A++ au minimum. Cf. base EPREL
- Remplacement de lave-vaisselle : nouvelle étiquette classe A, ancienne étiquette énergie A+++
- Remplacement de lave-vaisselle professionnel (lave-verres, ...) en remplacement d'un équipement de plus de 10 ans d'âge
- Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température positive
Coefficient de transmission du vitrage $U_g \leq 1,8 \text{ W/m}^2\text{.K}$
- Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative
Coefficient de transmission du vitrage $U_g \leq 3,8 \text{ W/m}^2\text{.K}$
- Installation frigorifique utilisant du CO₂ surcritique ou transcritique (BAT-EQ-117)
- Système de condensation frigorifique à haute efficacité (BAT-EQ-130)
- Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute pression flottante (BAT-TH-134)
- Système de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une basse pression flottante (BAT-TH-145)
- Systèmes hydro-économes : mousseurs/aérateurs de robinet, régulateurs ...
- Robinet avec détecteur de mouvement
- Moto-variateur synchrone à aimant (BAT-EQ-123)
- Echangeur thermique (sur fours, éléments froids, conduits d'évacuation de fumée, ...) ou condenseurs sur appareils de production de froid

Travaux d'Isolation*

- Isolation de plafonds de combles perdus ou rampant de toiture (résistance thermique $R \geq 6\text{m}^2\text{K/W}$)
- Isolation de planchers de combles perdus (résistance thermique $R \geq 7\text{m}^2\text{K/W}$)
- Isolation des murs (résistance thermique $R \geq 3,7\text{m}^2\text{K/W}$)
- Isolation des planchers bas (résistance thermique $R \geq 3\text{m}^2\text{K/W}$)
- Isolation des toitures terrasses (résistance thermique $R \geq 4,5\text{m}^2\text{K/W}$)
- Remplacement de fenêtres et porte fenêtres (devanture, ...)
 $U_w \leq 1,3 \text{ W/m}^2\text{.K}$ et $Sw \geq 0,3$ OU $U_w \leq 1,7 \text{ W/m}^2\text{.K}$ et $Sw \geq 0,36$
- Remplacement de fenêtres de toitures $U_w \leq 1,5 \text{ W/m}^2\text{.K}$ et $Sw \leq 0,36$
- Fenêtres et porte fenêtres avec vitrage parietodymanique
(coefficient de transmission surfacique $U_w \leq 0,8 \text{ W/m}^2\text{.K}$ et facteur solaire $Sw \geq 0,45$ ou bien $U_w \leq 1,2 \text{ W/m}^2\text{.K}$ et $Sw \geq 0,5$.)
- Volet lame d'air ventilé
Résistance thermique additionnelle apportée par l'ensemble volet-lame d'air ventilé $R > 0,22 \text{ m}^2\text{.K/W}$
- Réduction des apports solaires de toiture : mise en place d'une toiture ou d'éléments de toiture permettant la réduction des apports solaires
- Protections solaires des baies, fixes ou solides, contre le rayonnement solaire

Sont exclus les stores en toile, les écrans de végétation, les murs, les films pour vitrage et les systèmes de protection opaques mobiles non projetables.

Eclairage (hors extérieur ou terrasses)*

- Remplacement de luminaires intérieurs par des luminaires LED (hors ampoules seules)
Classe D minimum (nouvelle étiquette énergie depuis 09/2021), classe A+ minimum ancienne étiquette énergie Cf. base EPREL
- Détecteurs de présence, détecteur crépusculaire
- Lanterneaux d'éclairage zénithal (BAT-EQ-129) ou conduits de lumière naturelle (BAT-EQ-131)

Ventilation, amélioration de la qualité de l'air*

- Remplacement de hottes de cuisine : Etiquette énergie au minimum A+. Cf. base EPREL
- Ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant ou modulé
Puissance électrique absorbée $\leq 0,3W/(m^3/h)$ au débit nominal
- Ventilation mécanique double flux avec échangeur à débit d'air constant ou modulé
Efficacité de récupération de l'échangeur $\geq 75\%$ et puissance électrique absorbée $\leq 0,35W/(m^3/h)$ par ventilateur au débit nominal
- Ajout de matériel de filtration sur la ventilation existante
- Matériel de mesure de dioxyde de carbone pour alerter sur un risque d'air trop confiné.
- Purificateurs d'air pour lesquels le bénéficiaire se sera assuré de l'efficacité et de l'innocuité dans la situation rencontrée en accord avec les recommandations du Haut Conseil de la Santé Publique
- Sondes de températures

Mobilités douces

- Achat de vélo cargo (biporteur, triporteur, ... avec ou sans assistance électrique)
- Achat d'un kit de motorisation aux normes des VAE (250W) à monter sur un vélo-cargo
- Points de recharge ouverts au public sur des espaces de parking privés, puissance maximale de 22 kW
- Points de recharge pour l'usage professionnel, de puissance maximale de 22 kW
- Abri à toit pour vélo

Economie circulaire et gestion des déchets

- Bacs de tri multi-flux de déchets afin d'optimiser le tri des déchets valorisables
- Broyeurs ou compacteurs pour les déchets des commerçants
- Composteurs et lombricomposteurs
- Acquisition de contenants, emballages et emportes restes réutilisables et consignés pour les commerçants (NB : ils doivent être consignés pour être considérés comme des dépenses d'investissement)
- Présentoirs à vrac et distributeurs à vrac
- Equipements de nettoyage d'outils du second œuvre zéro rejet liquide pour les entreprises du BTP (ex. une machine pour nettoyer les pinceaux)
- Equipements d'entretien/réparation des outils des artisans et commerçants
- Equipements de valorisation des chutes de matières ou de réduction des pertes
- Equipement permettant de remplacer des matières et fournitures consommables par une machine pérenne (ex. générateur d'eau ozonée pour remplacer des produits d'entretien, ...)
- Equipement permettant d'éviter l'usage d'emballages ou objets à usage unique, notamment en plastique

* Pour être éligibles, les dépenses signalées par un astérisque doivent avoir été effectuées pour un local professionnel / commercial ou un atelier dédié indépendant.

Sont également éligibles :

- toute dépense listée dans les fiches CEE consultables sur le site du Ministère de la Transition écologique, quels que soient le secteur et la localisation indiqués.
- les dépenses de main d'œuvre correspondant à des travaux, ou figurant dans une même facture pouvant comprendre équipement et prestations d'installation et de livraison.
- les études et diagnostics visant à améliorer la performance énergétique et écologique de l'entreprise s'ils sont associés à des dépenses de travaux ou d'achat de matériel en lien direct avec ces études ou diagnostics. Le montant de ces études ou diagnostics doit représenter moins de 50% du montant total des dépenses éligibles.

Les classes énergétiques de type A, B, C font référence à la nouvelle réglementation européenne. Il est recommandé de s'assurer de l'éligibilité du produit et de sa classe énergétique sur la base [EPREL](#).

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les dépenses prises en compte portent sur une durée maximale d'un an.

Les dépenses éligibles doivent avoir été effectuées dans un délai maximal de 12 mois avant la date de la demande pour les demandes directes sur factures ou dans un délai maximal de 12 mois après la date de notification pour les demandes sur devis.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal de l'aide : 10 000 €, sous forme de subvention.

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche sur les dépenses **Hors Taxes** dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Ts secteurs	
Montant des dépenses éligibles en HT	Montant de la subvention
A partir de 1 000 €	500 €
A partir de 2 000 €	1 000 €
A partir de 3 000 €	1 500 €
A partir de 4 000 €	2 000 €
A partir de 5 000 €	2 500 €
A partir de 6 000 €	3 000 €
A partir de 7 000 €	3 500 €
A partir de 8 000 €	4 000 €
A partir de 9 000 €	4 500 €
A partir de 10 000 €	5 000 €
A partir de 12 000 €	6 000 €
A partir de 14 000 €	7 000 €
A partir de 16 000 €	8 000 €
A partir de 18 000 €	9 000 €
A partir de 20 000 €	10 000 €

Par ailleurs, les boulangers, porteurs d'un savoir-faire symbole de l'identité culturelle française et acteurs locaux essentiels au maintien du lien social, exercent une activité qui

génère de fortes consommations d'énergie (pour exemple, maintien du four en activité 24h sur 24). Afin de les accompagner à faire face à des investissements très importants pour l'acquisition d'équipements moins énergivores, et afin de les aider à maintenir leur activité tout en s'inscrivant dans une démarche de performance énergétique il est proposé une grille spécifique à ce secteur d'activité :

Secteur boulangerie-pâtisserie (code 1071)	
Montant des dépenses éligibles en HT	Montant de la subvention
A partir de 1 000 €	800 €
A partir de 2 000 €	1 600 €
A partir de 3 000 €	2 400 €
A partir de 4 000 €	3 200 €
A partir de 5 000 €	4 000 €
A partir de 6 000 €	4 800 €
A partir de 7 000 €	5 600 €
A partir de 8 000 €	6 400 €
A partir de 9 000 €	7 200 €
A partir de 10 000 €	8 000 €
A partir de 11 000 €	8 800 €
A partir de 12 500 €	10 000 €

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève ainsi à 50 % des dépenses éligibles pour les entreprises de tout secteur, et jusqu'à 80% des dépenses éligibles pour les entreprises du secteur de la boulangerie-pâtisserie.

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Le bénéficiaire ne peut recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 50 % du coût de la dépense éligible. Les entreprises du secteur de la boulangerie-pâtisserie ne peuvent recevoir d'autres aides publiques représentant plus de 20% de la dépense éligible.

Cumul des aides

Le chèque numérique et le chèque efficacité énergétique sont cumulables pour un même établissement.

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois du même type d'aide.

Modalités de versement et caducité

Chaque chèque fait l'objet d'un paiement distinct.

La subvention d'investissement sera versée pour chaque chèque uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées en Hors Taxes. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde ;
 - ou d'un paiement unique, notamment dans le cas d'une transmission directe des factures,
- dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Pour les demandes ayant reçu un avis préalable de notification sur devis :

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date de notification de l'aide**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte**, le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date de notification de l'aide**.

Annexe 4 : Fiche projet chèque

DOSSIER N° EX074565 - Chèque numérique "Pour un commerce connecté" - VOLET 2 COMMUNES ET GROUPEMENTS - COMMUNE DE DAMMARTIN EN GOELE

Dispositif : Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens (fonctionnement)
(n° 00001176)

Délibération Cadre : CR2019-043 du 19/09/2019 modifiée

Imputation budgétaire : 936-632-657341-163003-400

Action : 16300302- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARTIN-EN-GOELE
Adresse administrative : 79 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77230 DAMMARTIN EN GOELE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent CLAVIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 avril 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément au règlement d'intervention et en application de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention afin de prendre en compte le démarrage du projet au 28/04/2023 au regard des dépenses d'abonnements.

Description :

Commune de près de 12000 habitants, Dammartin-en-Goële est touchée par la vacance commerciale et la dévitalisation de son centre-ville. Le centre Bourg de la ville est classé en zone ORT (Opération de revitalisation de territoire).

Afin de redynamiser son centre-ville et soutenir l'activité de ses 90 commerces de proximité, la ville souhaite déployer une solution digitale de carte cadeau locale (à dépenser uniquement dans le réseau de commerces de proximité de la Ville).

Déployée par Petiscommerces, cette carte cadeau numérique a pour objet de moderniser les commerces dammartinois et augmenter leur visibilité, afin de développer et solidifier leurs activités face à la concurrence des enseignes de périphérie croissante.

La carte cadeau Petitscommerces Dammartin-en-Goële fonctionne avec un système de QR code.

1. Les commerçants s'inscrivent sur petitscommerces.fr
2. Les commerçants scannent le QR code de la carte cadeau en boutique, à l'aide de leur téléphone ou ordinateur (aucun autre matériel n'est requis), et valident le montant à dépenser

3. Les commerçants reçoivent le paiement de la carte cadeau directement par virement bancaire, sous 7 jours maximum.

L'utilisation de la solution digitale est 100% gratuite à la fois pour les commerçants et pour les utilisateurs.

Pour les commerces et habitants du territoire, il est prévu une communication en amont par l'intermédiaire de la Ville (courrier / emailing, visites terrain, article, affiches) et par le prestataire de la solution digitale (visites terrain, emailing, campagne de communication sur les réseaux sociaux).

La Ville de Dammartin-en-Goële mobilise une personne du service commerce afin de piloter le projet.

Localisation géographique :

 DAMMARTIN-EN-GOELE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abonnements, commissions sur ventes	4 320,00	21,56%
Dépenses de communication, ...	3 060,00	15,27%
Frais de gestion des données	4 800,00	23,95%
Création carte cadeau, personnalisation et paramétrage	7 860,00	39,22%
Total	20 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	10 040,00	50,10%
Région	10 000,00	49,90%
Total	20 040,00	100,00%